



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2023101-0003

de mise en demeure de respecter les dispositions des articles 7.4.3, 7.5.6 et 7.5.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} juin 2012, à l'encontre de la société SAS MGG INDUSTRIES située sur le territoire de la commune de PONT-SUR-SEINE

—
La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, livre V, titre I^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L.511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023034-0001 du 3 février 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2012153-0004 du 1^{er} juin 2012 ;

VU le rapport SAU/VR/MT n° 22-405 de l'inspection des installations classées de la DREAL GRAND-EST faisant suite à la visite d'inspection du 6 juin 2022 ;

VU l'absence de remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé dispose que :

« Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir et 50 % de la capacité des réservoirs associés. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.5.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé dispose que :

« L'usine sera équipée d'une alarme permettant le déclenchement d'une procédure d'alerte. Le personnel devra être formé à la spécificité des activités et risques associés, de façon à répondre de manière efficace à tous les cas d'alerte envisageables. Il devra disposer de téléphones pour alerter les secours et la direction. Une procédure d'alerte devra être mise en place sur le site » ;

CONSIDÉRANT que l'article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé dispose que :

« Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. [...] Une consigne et une formation particulière doivent être mises en place afin d'assurer l'efficacité d'un tel système en cas d'urgence et en toute circonstance. Un exercice annuel de mise en place du système de confinement devra être réalisé. Cet exercice fera l'objet d'un rapport de synthèse qui sera transmis à l'inspection des installations classées » ;

CONSIDÉRANT les constats de l'inspection des installations dans son rapport susvisé montrant que les dispositions suivantes ne sont pas respectées :

- article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} juin 2012 relatif à la mise en place de rétention sous les stockages temporaires de produits liquides susceptibles de polluer les eaux ;
- article 7.5.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} juin 2012 relatif à la mise en place d'une alarme permettant le déclenchement de la procédure d'alerte ;
- article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} juin 2012 relatif à la transmission du rapport de synthèse de l'exercice annuel de mise en place du système de confinement.

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose que :

« I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement. » ;

CONSIDÉRANT que face à ces non-conformités, il convient donc de mettre en demeure la société SAS MGG INDUSTRIES de respecter les prescriptions des articles 7.4.3, 7.5.6 et 7.5.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} juin 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient pour la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, de prescrire à la société des mesures d'urgence jusqu'à la décision concernant la régularisation de l'installation ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} – MISE EN DEMEURE

La société SAS MGG INDUSTRIES, dont le siège social est situé ZAC des Coteaux – Route de Longuepierre – 10400 PONT-SUR-SEINE, est mise en demeure de respecter **sous 3 mois** les dispositions suivantes :

- article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} juin 2012 relatif à la mise en place de rétention sous les stockages temporaires de produits liquides susceptibles de polluer les eaux ;
- article 7.5.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} juin 2012 relatif à la mise en place d'une alarme permettant le déclenchement de la procédure d'alerte ;
- article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} juin 2012 relatif à la transmission du rapport de synthèse de l'exercice annuel de mise en place du système de confinement.

ARTICLE 2 – MESURE D'URGENCE

Dans l'attente du respect des dispositions prévues à l'article 1 du présent arrêté, les opérations d'exploitation se font sous la surveillance permanente et directe d'une personne désignée par l'exploitant. Cette personne a une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Le non-respect de ces dispositions est de nature à motiver la suspension du fonctionnement des installations jusqu'à la décision concernant leur régularisation, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – SANCTIONS

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société SAS MGG INDUSTRIE.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Troyes, le 11 AVR. 2023

Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général


Mathieu ORSI

Voies et délais de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, à savoir le tribunal administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE, 25 rue du Lycée – 51036 CHALONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX ou par le biais de l'application telerecours (www.telerecours.fr) par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.